

LOI DU 19 JUILLET 1884

(J.O. du 22 juillet 1884)

Loi ayant pour objet la suppression des enfants de troupe dans les régiments et la création de six écoles militaires préparatoires.

Le Sénat et la Chambre des députés ont adopté,
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. - Les fils des soldats, caporaux ou brigadiers, sous-officiers, officiers jusqu'au grade de capitaine inclusivement ou assimilés, admis en qualité d'enfants de troupe sur la proposition des conseils d'administration des corps, conformément aux lois et règlements en vigueur et dans les limites et conditions déterminées par le décret mentionné en l'article 6 de la présente loi, seront laissés dans leurs familles jusqu'à l'âge de treize ans. Ils ne toucheront plus de rations de vivres, mais leurs familles recevront les allocations suivantes :

- Cent francs (100 F) pour les enfants de deux à cinq ans ;
- Cent cinquante francs (150 F) pour les enfants de cinq à huit ans ;
- Cent quatre-vingts francs (180 F) pour les enfants de huit à treize ans.

Les dispositions de cet article sont applicables aux fils d'officiers supérieurs ou assimilés, décédés.

Art. 2. - **Il est créé six écoles militaires préparatoires**, dont quatre pour l'infanterie, une pour la cavalerie, une pour l'artillerie et le génie, dans lesquelles les enfants ci-dessus mentionnés et remplissant les conditions déterminées par le décret prévu à l'article 6 de la présente loi reçoivent, aux frais de l'Etat, une instruction et une éducation qui les mettent à même de servir utilement leur pays dans l'armée.

Art. 3. - L'admission des élèves n'est prononcée que sur la production d'une déclaration signée par les parents ou tuteurs, et par laquelle les enfants sont autorisés à contracter l'engagement spécifié par l'article 5 de la présente loi.

Art. 4. - Les enfants doivent avoir treize ans révolus, et moins de quatorze ans au 1^{er} août de l'année de leur admission dans les écoles.

Art. 5. - A l'âge minimum fixé par la loi sur le recrutement de l'armée pour l'admission des engagés volontaires, les élèves des écoles préparatoires reconnus aptes au service militaire sont appelés à contracter un engagement dont le terme est déterminé par la date de l'expiration légale du service dans l'armée active de la classe à laquelle ils doivent appartenir par leur âge.

L'élève engagé entre dans l'armée comme soldat.

Celui qui refuse de s'engager est immédiatement rendu à ses parents et le ministre de la guerre est autorisé à exercer soit sur leur traitement, soit sur les ressources personnelles de l'enfant, une répétition égale à la moitié des frais d'entretien payés par l'Etat.

Le prélèvement opéré dans ces conditions sur le traitement des parents (solde d'activité ou pension de retraite) ou les ressources personnelles de l'enfant ne pourra excéder, par an, le dixième du montant de ce traitement ou de ces ressources.

Art. 6. - Un décret du Président de la République déterminera :

- 1) Le nombre des enfants de troupe à présenter par les conseils d'administration des corps de troupe et les conditions à remplir par les familles qui sollicitent cette faveur ;
- 2) L'organisation des écoles créées en vertu de l'article 2 de la présente loi, le nombre des élèves à y admettre, ainsi que les conditions de cette admission et le nombre de places réservées à chaque arme ou service.

Art. 7. - Les officiers qui font partie du personnel de ces écoles continueront à compter numériquement dans le cadre constitutif de leur corps.

Les hommes de troupe faisant partie du même personnel sont comptés en dehors des cadres des corps de troupe. Les officiers qui font partie du personnel des écoles militaires préparatoires peuvent être pris parmi les officiers en retraite.

Art. 8. - Au moment de leur création et à titre de dispositions transitoires, les écoles militaires préparatoires recevront à la fois cinq classes d'élèves de treize à dix-sept ans, qui entreront successivement dans l'armée après une, deux, trois, quatre ou cinq années d'études.

Art. 9. - Sont abrogées toutes les dispositions des lois antérieures contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 19 juillet 1884.

Jules GREVY.

Par le Président de la République : *Le ministre de la guerre, E. CAMPENON.*